



**PRÉFET
DU
PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME
ARRÊTÉ N°

20250011

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

ARRÊTÉ N°

**mettant en demeure la société AUVERGNE CAOUTCHOUC de réaliser les
campagnes d'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les
rejets aqueux
de son usine de Montaigut-en-Combraille**

Le préfet du Puy-de-Dôme,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles L.171-6, L.171-7, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

VU le Code de Justice Administrative ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 2008 modifié autorisant la société AUVERGNE CAOUTCHOUC à exploiter une usine de valorisation de déchets de caoutchouc sur le territoire de la commune de Montaigut-en-Combraille ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 23 août 2024, réalisé à la suite de la visite d'inspection effectuée le 2 juillet 2024 sur le site de la société AUVERGNE CAOUTCHOUC ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant au projet d'arrêté préfectoral qui lui a été transmis par courrier en date du 6 décembre 2024 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant est concerné par l'application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 précité qui demande en son article 4, la réalisation de 3 campagnes de mesure des PFAS dans les rejets aqueux sur trois mois consécutifs et avec une date de réalisation de la première campagne ne devant pas excéder un délai de 3 mois à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté (au titre de la rubrique ICPE n° 2790), soit avant le 21 septembre 2023 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a transmis le 9 octobre 2024 les résultats de la première campagne d'analyse des PFAS menée en juin 2024, montrant la présence de fluor organique (AOF) au niveau du rejet principal du site ;

CONSIDÉRANT qu'en dépit des relances de l'administration, l'exploitant n'a pas transmis les résultats d'analyse des deux campagnes suivantes dans le délai imparti et qu'il est en retard dans la mise en œuvre de ces campagnes ;

CONSIDÉRANT que ces campagnes doivent être engagées le plus rapidement possible pour répondre à la campagne nationale de recherche des PFAS dans les rejets et déterminer si le site peut être à l'origine de rejets en PFAS dans les eaux superficielles ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société AUVERGNE CAOUTCHOUC de réaliser ces campagnes de recherche de PFAS dans les rejets aqueux ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société AUVERGNE CAOUTCHOUC (n° SIRET : 38752650200019) est mise en demeure, pour son site situé ZI Les Viziers sur la commune de Montaigut-en-Combraille, de respecter l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le bon de commande à un laboratoire accrédité (pour le prélèvement et l'analyse des 20 PFAS + 8 PFAS supplémentaires cités dans l'arrêté ministériel) pour les 2 campagnes restantes de prélèvements et d'analyse des PFAS, ainsi que les dates prévisionnelles des 2 prélèvements ;
- les résultats des analyses de chaque campagne sont déclarés dans l'application GIDAF au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne et dans un délai qui ne devra pas excéder 5 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article ci-dessus ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L.171-7 du Code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du même code.

Article 3

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré par l'exploitant auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée, conformément à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative.

La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyen » accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois imparti pour l'introduction d'un recours contentieux. Ce recours prolonge de deux mois le délai mentionné ci-dessus.

Article 4

Le présent arrêté sera notifié à la société AUVERGNE CAOUTCHOUC et sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, les mesures de police administrative prévues à l'article L.171-7 au I de l'article L.171-8 du Code de l'environnement sont publiées sur le site internet de la préfecture du Puy-de-Dôme pendant une durée minimale de deux mois.

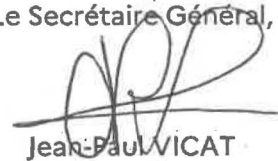
Copie en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Madame la Sous-Préfète de Riom,
- Monsieur le Maire Montaigut-en-Combraille,
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Clermont-Ferrand, le **09 JAN. 2025**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Jean-Paul VICAT

